

Projet de Master droit international

Parcours : droit transfrontalier

Université Savoie Mont Blanc

Lieu : campus d'Annecy-le-Vieux

UFR : Faculté de droit

Partenaires : Université de Turin

Date de lancement : septembre 2021

Présentation :

En 2015, deux millions de résidents d'un pays européen travaillaient au moins une fois par semaine dans un autre pays. En France, selon l'Insee, 355 000 travailleurs peuvent être qualifiés de transfrontaliers, la Suisse (170 300 personnes), le Luxembourg (70 300), l'Allemagne (46 000) et la Belgique (37 800) étant les principaux pays de destination.

Au-delà des questions liées au travail, les zones frontalières sont sources d'innombrables problèmes juridiques. On peut citer les exemples des échanges, commerciaux, des enjeux patrimoniaux, de la gestion des infrastructures de transport, des questions fiscales ou encore immobilières. De plus en plus de Suisses s'installent dans des villes de France voisines telles que Divonne les Bains, Annemasse ou Bellegarde, par exemple. Les difficultés juridiques liées aux zones frontalières nécessitent des connaissances en droit international privé et public, en droit du commerce international, en droit du travail, en droit des affaires, en droit des transports, en droit de la famille et, plus généralement, en droit comparé. L'objectif du Master de droit international parcours droit des relations transfrontalières est de réunir ces différentes matières au sein d'un même diplôme.

Proposé en collaboration avec l'Université de Turin, ce master a vocation à faire intervenir des enseignants et des professionnels de culture juridique différente afin de développer la capacité des étudiants à articuler des systèmes juridiques distincts et manier des sources juridiques variées.

Poursuite d'études :

Le master vise à préparer les étudiants aux métiers d'avocat ou de juriste international. Les entreprises comme les cabinets d'avocats, y compris les PME et cabinets de petite taille, ont de plus en plus besoin de juristes formés au droit international et comparé et capable de maîtriser la langue anglaise aussi bien que la langue française. Le diplôme peut également préparer à des carrières dans les douanes ou aux professions d'administrateur ou mandataire judiciaire, de responsable export, de gestionnaire de patrimoine ou encore d'huissier. La forte présence étrangère dans la zone géographique des Alpes ainsi que l'importance des échanges internationaux nécessite que des professionnels soient formés aux exigences spécifiques du droit international et capables de maîtriser des droits d'origines différentes sans avoir nécessairement besoin de faire appel à des experts ou des confrères étrangers, ce qui occasionne un coût important ainsi qu'une perte de temps.

Master 1 (semestre 7 et 8) : Université de Turin

ENSEIGNEMENTS	ECTS
Legal Aspects of Globalisation (6 ects)	(2 entre 3) 12
International and EU Labour Law (6 ects)	
Food Law (6 ects)	
International Economic Law I (6 ects) + International Economic Law II (6 ects) ou Advanced EU law (12 ects)	12
Fundamental Rights in Europe (6 ects) ou EU Law and Fundamental Rights (on line) (6 ects) ou International Law and New Technologies (online) (6 ects)	6
EU competition law (6 ects) ou International contracts (6 ects)	6
Anti-Discrimination Law (6 ects)	6
European and Comparative Administrative Law (6 ects)	6
International Environmental Law (6 ects)	6
Law and Technology (6 ects)	6

(En ce qui concerne les enseignements mis en évidence, les étudiants peuvent choisir... et personnaliser leurs parcours)

Master 2 : à Annecy. Programme provisoire

Semestre 9.

Droit international privé comparé : 24h – 4 ECTS

Droit diplomatique et consulaire: 24h – 4 ECTS

Droit fiscal international : 20h – 4 ECTS

Circulation des personnes dans l'espace européen : 20h – 4 ECTS

Droit des travailleurs frontaliers : 20h – 4 ECTS

Transmissions internationales de patrimoine : 20h – 4 ECTS

Option 1 droit fiscal international : approfondissement + introduction au droit douanier : 15 h + 15 h – 6 ECTS

Option 2 : social + famille : 15 h + 15 h – 6 ECTS

Semestre 10.

Coopération transfrontalière: 24h – 5 ECTS

Arbitrage international : 24h – 5 ECTS

Circulation internationale des jugements et des actes publics : 20h – 4 ECTS

Action internationale locale (Fondements, moyens, principes) : 20h – 4 ECTS

Droit de la fonction publique : perspective internationale et comparée : 20h – 4 ECTS

Financement des projets publics transfrontaliers : 20h – 4 ECTS

Mémoire ou stage – 6 ECTS